

**DRIRE CHAMPAGNE ARDENNE
GROUPE DE SUBDIVISIONS DE L'AUBE**

Réf. : SAU/MLB/NB N°02-357
Affaire suivie par Marie-Laure BIGNET
☎ : 03.25.82.66.25.
Mél : marie-laure.bignet@industrie.gouv.fr

TROYES, le 5 août 2002

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
Compte-rendu d'inspection

**STE KLEBER
A LA CHAPELLE ST LUC**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Date de la visite : 31 Mai 2002

Etablissement visité : KLEBER

Noms des Inspecteurs : Marie-Laure BIGNET, Philippe DEREGNAUCOURT, Inspecteurs des Installations Classées,

Personnes rencontrées : Ms. CHIOCCHETTI, MALNOURY, LOISEL, BERNARDOT.

Situation administrative : Cet établissement dispose d'un arrêté préfectoral en date du 26 mars 1980.

Thèmes de l'inspection : Rejet de COV- respect de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifiant l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Bilan de la visite :

1) Situation actuelle.

La société Kleber fabrique des pneus agricoles, la chaîne des pneus tourisme a été arrêté en 2001. La quasi totalité des solvants utilisés sont émis à l'atmosphère, seuls 4 % sont éliminés comme déchets. Il y a très peu de rejets canalisés, il en existe 3 dans l'atelier de dissolution, 2 sur les lignes de boudinage et 2 sur les cabines de mixturage. Suivant les indications de l'exploitant les flux émis sont uniformément répartis dans le temps sans pics d'émission lors de la fabrication.

Depuis 1999, la société Kleber a mis en place un plan de réduction des émissions de COV ; elle compte demander à bénéficier des dispositions de l'article 27-7°e) l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif au schéma de maîtrise des émissions, celui-ci serait basé sur les consommations spécifiques de COV émis ramené au kg de pneu produit. Le guide technique réglementaire relatif à la mise en place des schéma de maîtrise des émissions de COV dans ce domaine n'a pas encore été finalisé par le ministère chargé de l'environnement.

Depuis 2000, la société Kleber tient un registre sur lequel sont reportées les quantités mensuelles de solvants achetés.

Considérant les différentes modifications d'activité sur le site, la société Kleber est en train d'élaborer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter afin de permettre l'élaboration d'un nouvel arrêté préfectoral.

2) Réglementation applicable :

L'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié prévoit respectivement dans les articles 27 et 59 que :

✎ Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après. Un tel schéma garanti que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Le schéma est élaboré à partir d'un niveau référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation. Des guides techniques seront établis par le ministère chargé de l'environnement en concertation avec les professionnels concernés pour aider à la mise en place de tel schéma.

Les installations ou partie d'installation, dans lesquelles sont notamment mis en œuvre une ou plusieurs substances à phrases de risques R45, R46, R49, R60, R61 et halogénées étiquetées R40 peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions. Toutefois ces substances qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, doivent respecter les valeurs limites de 2 mg/m³ si le flux horaire maximal est supérieur ou égal à 10g/h et de 20 mg/h si le flux horaire maximal est supérieur ou égal à 100 g/h pour les COV halogénés étiquetés R40.

✎ La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total dépasse 15 kg/h. Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

3) Suite de la visite.

A) émissions de COV

Conformément à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, il est demandé à l'exploitant dans un délai de 3 mois:

- de faire des mesures des rejets de COV sur les points canalisés identifiés ci-dessus en distinguant les COV visés à l'annexe III de l'arrêté intégré modifié du 2 février 1998 et ceux ayant une phrase de risque R45, R46 , R49, R60, R61 et les halogénées étiquetées R40,
- Grâce aux consommations de solvants et aux mesures de rejets canalisés, de déterminer la quantité de COV rejetés de façon diffuse. Tous les COV seront identifiés afin de préciser s'ils font partie des COV visés à l'annexe III de l'arrêté intégré modifié du 2 février 1998 et de ceux ayant une phrase de risque R45, R46 , R49, R60, R61 et les halogénées étiquetées R40.

B) schéma de maîtrise des COV

L'exploitant transmettra le schéma de maîtrise des émissions atmosphériques de COV en décembre 2002 au plus tard.

C) surveillance des émissions

Il est demandé à l'exploitant :

- de justifier que les concentrations de COV à l'intérieur des ateliers ne nécessitent pas que les COV soient captés et rejetés par des conduits canalisés. Cette justification sera basée sur des mesures d'ambiance de travail dont les résultats seront transmis à l'inspection des installations,
- de fournir le programme de surveillance des rejets conforme à l'article 59 de l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 (rejets diffus et rejets canalisés),
- Transmettre une étude technico-économique sur les possibilités de canaliser les rejets en décembre,

D) complément de l'étude d'impact

Cet établissement figure parmi les émetteurs de composés organiques volatils (COV) les plus importants de la région.

De plus, la direction de la prévention des pollutions et des risques du ministère chargé de l'environnement a retenu parmi les actions prioritaires nationales pour 2002 la "réduction des émissions de composés organiques volatils" en raison de leur rôle dans la formation de l'ozone troposphérique et de la toxicité de certains de ces composés. En outre, le plan régional pour la qualité de l'air en Champagne-Ardenne a répertorié le secteur de l'agglomération troyenne comme fortement exposé aux émissions de COV en soulignant la présence de trois principaux émetteurs industriels sur le secteur de la Chapelle-Saint-Luc dont KLEBER fait partie.

Il est donc nécessaire de demander à l'exploitant de réaliser une évaluation sanitaire de l'impact des rejets sur la santé de la population riveraine.

E) autre point particulier

L'exploitant doit confirmer qu'il n'est pas soumis à l'article 65 de l'AM du 02/02/98 concernant la surveillance de la nappe sur les sites stockant des produits polluants.

4) Conclusion

Il est proposé à M. le Préfet un arrêté complémentaire, conformément à l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 demandant la réalisation de l'évaluation sanitaire de l'impact des rejets atmosphériques sur la santé de la population riveraine .

De plus, un courrier rappelant ses différentes obligations à l'exploitant suite à la visite vous est joint en copie.

L'Inspecteur des Installations Classées

L'Inspecteur des Installations Classées

Marie-Laure BIGNET

Philippe DEREGNAUCOURT

signé

signé

Vu, adopté et transmis avec avis conforme
à Monsieur le Préfet de l'Aube,
Chalons en Champagne, le
Pour la Directrice, par délégation
le Chef du service régional de l'environnement industriel

signé

Pascal PELINSKI